



La gauche est attendue !
Du concret demain
pour ne pas décevoir

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 934

3 mai 2012

prix : 0,70 €

6 mai



La GAUCHE pour sortir Sarkozy

6 mai

*Faire Gagner la gauche :
«Tout doit être fait pour
empêcher la réélection du
candidat de l'UMP»
(Pierre Laurent)*

2

Présidentielle : 1^{er} tour

*Résolution du conseil départe-
mental du PCF 44*

3

Fête des travailleurs



*Un 1^{er} mai lucide et
combatif*

5

Nouvelle géogra- phie sociale et électorale

*Plaidoyer pour une gauche
populaire*

6

Accessibilité des transports

*Nantes
Métropole
récompensée*



7



Faire barrage à la droite et à l'extrême droite

Le 6 mai prochain, en se reportant massivement sur le candidat socialiste, François Hollande, **il faudra faire barrage à la droite et l'extrême droite !** De même aux législatives, le vote en faveur des candidats du Front de Gauche est le vote frontal à l'encontre des propositions réactionnaires de la droite et de l'extrême droite !

Le concept de la quinzaine

Le 1^{er} mai L'UMP et son candidat Nicolas Sarkozy ont eu la très bonne idée de fêter le vrai travail. Si l'on suit l'idée du parti de droite, l'ensemble des syndicalistes et des personnes qui défilent le 1^{er} mai sont des faux travailleurs. Si l'on se réfère aux cinq dernières années du Sarkozysme, le vrai travail, **c'est le travail qui permet de s'offrir une Rolex, de licencier à tout va, c'est le travail précaire et mal payé, les conditions de travail inique.** Non ce travail à la Sarkozy, nous n'en voulons pas !!!



L'actualité politique dans le monde

2

Point de vue

par Aymeric Seassau

Nicolas Sarkozy avait pensé pouvoir organiser sa réélection en favorisant un quatuor de tête enfermant un candidat socialiste entre 3 candidatures de droite ou d'extrême droite. Il aura largement échoué même si à ce jour, il n'est pas encore battu. Si la gauche est aujourd'hui en situation de gagne, c'est largement du au résultat obtenu par le Front de gauche. En se hissant à la 4^{ème} place, devant François Bayrou, la candidature Mélenchon a déjoué le scénario pré-établi. **Nous le disions pendant toute la campagne et le résultat du premier tour de la présidentielle nous donne raison : Plus le Front de Gauche est haut, plus la gauche est forte. Il reste désormais à mettre Sarkozy dehors en votant massivement pour François Hollande. La défaite de Sarkozy doit être nette, claire, sans appel !** Il y a urgence à faire oublier ce quinquennat terrible où la droite, faute d'être parvenue à faire accepter au pays sa mutation idéologique ultra-libérale, n'aura eu de cesse de se rapprocher de l'extrême droite. Le résultat est là, l'extrême droite des Le Pen retrouve son plus haut niveau et Sarkozy veut lui ouvrir grand les portes de la République pour conserver le pouvoir.



« La campagne du Front de Gauche a déjoué le scénario pré-établi, elle continue ! »

Le 6 Mai, sortir Sarkozy, c'est battre Le Pen !

Nous pouvons être fiers de la campagne réalisée en Loire-Atlantique qui permet au Front de Gauche d'occuper aujourd'hui une place importante, jusqu'à prendre la 2^{ème} ou la 3^{ème} place dans d'importantes villes du département. Les communistes sont déterminés à rester à l'offensive pour obtenir la politique de progrès nécessaire pour sortir de la crise. Personne ne peut ignorer les 4 millions d'électeurs qui ont exprimé leurs exigences de changement en s'emparant du bulletin de vote Jean-Luc Mélenchon. Nous voulons continuer de faire grandir ces exigences dans les batailles politiques et sociales. Notre calendrier est simple : **Mettre Sarkozy dehors et envoyer à l'assemblée nationale une gauche audacieuse avec un nouveau bon résultat du Front de Gauche permettant l'élection du plus grand nombre de nos candidat(e)s. Nous pouvons aborder ces étapes avec l'enthousiasme et l'espoir soulevés par notre belle campagne. Elle continue !**



Faire gagner la gauche

Nous sommes à la veille d'une nouvelle étape de la révolution citoyenne que nous avons entamée. « Tout doit être fait pour empêcher la réélection du candidat de l'UMP et du Medef, qui n'a pas hésité sur bien de points à reprendre à son compte le programme du Front national .La droite et l'extrême droite ne passeront pas. La France ne mérite pas cinq années supplémentaires de ce cauchemar ». C'est la déclaration sans ambiguïté de Pierre Laurent au soir du 22 avril. « Au nom du Parti Communiste Français, j'appelle au plus large et au plus fort rassemblement possible de toute la gauche, de tout notre peuple, pour battre Nicolas Sarkozy, en votant pour le candidat socialiste François Hollande. La défaite du président sortant devra être ample, claire et nette, et nous y mettrons toutes nos forces. La victoire sur la droite constitue un préalable pour l'étape suivante qui nous mobilise déjà. « Comme on le redoutait, le score du F.N peut servir de réservoir au candidat Sarkozy en recul par rapport à 2007. Il doit être battu le 6 Mai La dynamique de notre campagne pour le premier tour avec les 4 millions de voix sur le candidat commun du Front de Gauche ne doit pas s'atténuer. La prochaine étape décisive, ce seront les deux tours des élections législatives. « Le PCF, le Front de gauche, vont continuer à rassembler autour des choix qu'ils ont portés... Nos propositions pour mener une audacieuse politique de gauche sont disponibles; elles sont de nature à sortir le pays de la crise en tournant le dos à l'austérité en reprenant le pouvoir à l'argent ». La victoire doit être confortée par une majorité parlementaire capable de voter les lois du changement.

« C'est le cas de l'augmentation du SMIC et des salaires, du retour immédiat de la retraite à 60 ans à taux plein pour tous, de l'interdiction des licenciements boursiers. C'est le cas d'une réforme de la fiscalité, de la création d'un pôle public bancaire et financier. C'est le cas de l'exigence de soumettre à ratification du peuple français tout nouveau traité européen, renégocié ou non ». **Chaque objectif demandera une mobilisation citoyenne pour le porter jusqu'à sa mise en œuvre effective. Autant de luttes à la fois parlementaires et sociales.** « La France aura besoin de députés courageux pour abroger sans tergiverser les lois Sarkozy, pour en élaborer et en voter de nouvelles qui constituent de réelles conquêtes politiques, sociales et économiques en faveur des travailleurs ». **C'est pourquoi une majorité de gauche à l'assemblée nationale doit comprendre le plus possible de députés Front de gauche et en son sein de députés communistes.** Une hégémonie du PS conduirait à réduire la portée du changement et porterait le risque d'une moindre résistance à la contre-attaque de la droite et des marchés. **D'autant qu'au-delà de nos frontières la crise européenne s'accroît. Les contradictions des politiques d'austérité se font sentir un peu plus chaque semaine.** En Grèce, en Espagne, en Italie... « On est dans une impasse » doit reconnaître Patrick Artus, chef économique chez Natixis ! **La crise économique et financière se transforme en crises politiques** aux Pays-Bas, en Tchéquie... Les élections anticipées se multiplient. Raison de plus pour être à la hauteur des objectifs que nous nous sommes choisis.

Les nouvelles Nouvelles

Vous l'avez sûrement remarqué, les Nouvelles de Loire-Atlantique font peau neuve ! Depuis le précédent numéro nous avons décidé de rafraîchir la maquette et de lui donner un petit coup de jeune ! Nous espérons que cette nouvelle Maquette de votre journal, plus aérée, plus sobre sera vous convaincre. Comme pour les précédents numéros nous travaillerons à vous donner toutes les informations, les analyses sur la vie politique et sociale locale et sur la vie, les avis et les initiatives du PCF dans notre département.

Toutes vos remarques sont les bienvenues : redac.nla@orange.fr.



En bref

6 mai



Sans commentaire

Selon un sondage OpinionWay, 64 % des électeurs de Nicolas Sarkozy souhaiteraient une alliance avec le FN pour les législatives.

Vent contraire

Pour l'ensemble de la presse européenne le cas Sarkozy semble être réglé. Ces quotidiens étrangers voient Sarkozy perdant au second tour. **Souhaitons que la presse européenne soit clairvoyante.**

Un peu de sérieux

Est-ce le fait d'être passé sous la coupe du nouvel observateur, toujours est-il que Rue 89 se hasarde à des titres étonnants. A l'occasion d'un article sur la sociologie des électeurs selon le candidat choisi, le net media titrait : « qui sont les français derrière les poussées de Le Pen et de Mélenchon », amalgamant ainsi les deux candidats !

Les marchés font de la politique

Pas rassurés, les marchés financiers affichaient un léger recul à l'issue du premier tour de la présidentielle. Le hic pour ces marchés c'est que le scrutin met en avant le rejet des Français des politiques d'austérités avec notamment un score à deux chiffres pour le candidat du Front de Gauche. **Reste à les faire frémir encore les 10 et 17 juin !**

Clairvoyance

Selon la banque de Grèce, le pays risque de connaître une récession plus grave que prévu pour cette année. **Quand on dit et répète que l'austérité ça ne marche pas** et que cela aggrave la situation économique et sociale des peuples !!!

Berlue

Le 24 avril dernier, en meeting à Longjumeau, sans doute pris par une crise d'euphorie ou une hallucination le candidat Sarkozy adressait « un salut tout particulier à nos amis qui n'ont pas pu rentrer dans la salle ». Hors, personne n'attendait au dehors de la salle : **triste réalité.**

Le refus de la paix

Le 17 avril dernier Mahmoud Abbas écrivait au premier ministre israélien une lettre de doléances dans laquelle il exigeait, entre autre, pour reprendre les négociations de paix, l'arrêt de la colonisation. **Pour toute réponse Israël vient de légaliser trois colonies en Cisjordanie.** Une bien belle démarche en faveur de la paix !

11,65%, c'est le score du candidat du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, au premier tour de l'élection présidentielle dans notre département. Aussi, Jean-Luc Mélenchon arrive en deuxième position derrière François Hollande dans sept communes du département parmi lesquelles des communes de Brière : Saint-Malo-de-Guersac (20,12), St-Joachim (17,91), Montoir (17,96), Trignac(18,78) et de l'agglomération nantaise : Couëron (16,74) Indre(17,29), La Montagne (18,97).

Réuni le 25 Avril, le conseil national du PCF se réunira à nouveau après le second tour de la présidentielle. **Après le résultat des élections législatives, les communistes seront consultés et appelés à analyser la séquence électorale complète.** Une conférence nationale du PCF sera réunie à cet effet. L'enjeu : la participation ou non des communistes à un éventuel gouvernement et la pérennisation du Front de Gauche.



En Loire-Atlantique

3

1^{er} tour de la présidentielle : Résolution du Conseil départemental de la fédération de Loire-Atlantique du PCF

A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, le conseil départemental du PCF a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

Une campagne inédite, des résultats importants en Loire-Atlantique.

La campagne du Front de gauche avec son candidat commun Jean-Luc Mélenchon a constitué l'événement de la présidentielle. Les meetings rassemblant des foules combattives ont témoigné du formidable espoir d'une gauche qui retrouve le chemin de la confrontation avec les puissances d'argent. Pour que justice soit rendue au monde du travail et aux quartiers populaires.

En Loire-Atlantique, ce sont près de 12000 personnes qui ont été réunies par le Front de Gauche, entre les meetings, les assemblées citoyennes et le déplacement de 6 cars pour la Bastille le 18 Mars. Les communistes de Loire-Atlantique sont fiers de la campagne qu'ils ont animé avec toutes celles et tous ceux qui se sont retrouvés dans le Front de Gauche avec enthousiasme et détermination.

Cet engagement a permis de faire bouger les lignes. Malgré l'inégalité de traitement médiatique, le Front de Gauche a réussi à bousculer la campagne et mettre au cœur des débats l'emprise des marchés financiers et des banques sur l'Europe et notre pays. Les résultats sont au rendez vous, il faut désormais compter avec le Front de Gauche.

C'est en Loire-Atlantique que Jean-Luc Mélenchon réalise le meilleur résultat de la Région des Pays de la Loire avec 11,65%. Dans les 4 plus grandes villes du département, à Nantes (12,4%), Saint-Nazaire (15%), Saint-Herblain (12,7%) et Rezé (14,9) le Front de Gauche se place en 3^{ème} position derrière les 2 candidats accédant au 2^{ème} tour. Dans de nombreuses communes, nos résultats nous hissent à la 2^{ème} place en Brière (Saint-Malo de Guersac, Trignac, Saint-Joachim, Montoir) et dans l'agglomération nantaise (La Montagne, Indre, Couëron).

Le FN revient, la droite n'est pas battue.

Nicolas Sarkozy parvient à limiter la casse en se portant nationalement à 1,5 point du candidat socialiste arrivé en tête. Pire, le FN retrouve son plus haut niveau et obtient son meilleur résultat à une présidentielle. La première responsabilité est celle du pouvoir de droite qui s'est approprié pendant 5 ans les idées de l'extrême droite jusqu'à faire siennes certaines des propositions du FN lui donnant ainsi une légitimité nouvelle. **Nous sommes fiers d'avoir engagé avec le Front de Gauche une confrontation sans merci avec le Front National. Nous continuerons et nous appelons toutes les forces de gauche et au-delà, tous les républicains à agir avec autant d'énergie pour renvoyer l'extrême droite dans les poubelles de l'Histoire.**

Sortir Sarkozy, Battre la droite et l'extrême droite.

Il n'y a aucune ambiguïté, **les communistes appellent « au plus large et au plus fort rassemblement possible de toute la gauche, de tout notre peuple, pour battre Nicolas Sarkozy, en votant pour le candidat socialiste François Hollande. La défaite du président sortant devra être ample, claire et nette, et nous y mettrons toutes nos forces »** : comme l'exprimait notre secré-

taire national Pierre Laurent au soir du premier tour.

C'est le résultat du Front de Gauche qui permet à la gauche d'atteindre son plus haut niveau depuis 30 ans et qui rend possible la défaite de la droite au pouvoir depuis 10 ans. Les communistes prendront les initiatives nécessaires pour y arriver durant l'entre deux tours.

Avec le Front de Gauche, continuer pour changer la vie.

Personne ne pourra ignorer les 4 millions d'électeurs qui ont exprimé leurs exigences de changement avec le Front de Gauche. Avec eux, avec toutes celles et tous ceux qui se sont retrouvés à nos côtés ces derniers mois, bien au-delà des organisations politiques qui composent, aujourd'hui, le Front de Gauche, **nous voulons continuer à faire grandir les rapports de force politiques et sociaux nécessaires au changement.**

Si la gauche gagne la présidentielle et les législatives elle disposera d'un poids institutionnel historique avec la présidence de la République, la majorité à l'Assemblée Nationale et au Sénat, la quasi-totalité des régions, les deux tiers des départements, de très nombreuses villes et agglomérations. **Ses responsabilités sont grandes, les attentes sont fortes, l'espoir peut renaître !**

Oui, l'heure est à gagner l'augmentation du pouvoir d'achat, des salaires, des retraites et des pensions, le logement et la santé pour tous, la retraite à 60 ans à taux plein.

Oui, l'heure est à la reconquête des services publics, à la reconquête du développement industriel et de l'emploi, à la constitution d'un pôle public bancaire pour désintoxiquer notre économie de la finance.

Oui, l'heure est à une profonde réorientation de la construction européenne et du rôle de la Banque centrale européenne.

Oui, l'heure est venue pour notre pays de retrouver le chemin du progrès social, sans remettre à demain la sortie de crise en s'enfermant dans la rigueur ou l'austérité.

Ces combats sont les nôtres et nous allons continuer.

Avec le Front de Gauche les communistes prennent date

Le 1^{er} mai où nous appelons les hommes et les femmes de gauche à se rassembler massivement dans les défilés unitaires pour faire front face à Le Pen et Sarkozy qui veulent détourner le sens de la fête des travailleurs pour mobiliser leur camp !

Le 6 mai ensuite pour renvoyer Sarkozy et la droite à leur plus bas niveau et permettre à notre peuple de prétendre au changement en élisant un président de gauche.

Les 26 et 27 Mai où la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique sera la caisse de résonance des luttes sociales et des exigences de changement à gauche

Les 10 et 17 Juin pour renforcer encore le Front de gauche en Loire Atlantique et envoyer à l'Assemblée Nationale de nombreux députés communistes et du Front de Gauche rendus plus forts par un résultat important.

Le conseil départemental invite les communistes de Loire-Atlantique à s'emparer de chacune de ces étapes importantes dans une démarche cohérente. Avec le Front de Gauche amplifions l'effort toutes et tous ensemble, dans la rue et dans les urnes pour gagner le changement.

Le scrutin en Loire-Atlantique



Avec une participation de 84,26%, les électeurs de Loire-Atlantique se sont majoritairement exprimés (31,76%) en faveur du candidat socialiste, reléguant l'outsider Sarkozy en seconde position (26,06). Marine Le Pen en troisième position dans notre département avec 12,18% (moins que son score national) reste la très mauvaise surprise de ce scrutin. Une surprise qui, au second tour, risque de tirer l'UMP vers les mauvais penchants dont ce parti n'a cessé d'user durant tout le quinquennat.

Le candidat du Front de Gauche réalise quant-à lui un score honorable, à deux chiffres (11,65) en Loire-Atlantique. Si les sondages avaient pu laisser espérer un score supérieur, il n'en demeure pas moins que celui réalisé est tout de même bon ! Ce résultat est tout particulièrement bon dans l'agglomération nantaise et Nazairienne (voir plus haut « deuxième homme »). Ainsi **le Front de Gauche réalise 15,05% à St-Nazaire et 12,38% à Nantes et de très bons scores en Brière ou les communistes sont bien implantés avec de nombreux élus.** Aussi, **le Front de gauche vient renforcer le score de la gauche dans nombre de ces communes** reléguant la droite à de plus mauvais résultats. Le bon score de Jean-Luc Mélenchon dans notre département, c'est aussi la pertinence du programme proposé par les organisations politiques membre du Front de Gauche et le travail de l'ensemble des militants sur le terrain. Régionalement, c'est aussi dans notre département que le Front de Gauche fait les meilleurs résultats.

Quant aux autres candidats, François Bayrou chute par rapport à 2007 (11,31 contre 20,8). La candidate d'EELV loin de s'envoler ne convainc pas avec 3,16% des suffrages, elle ne réalise pas non plus de bons résultats là où certain rêvait d'une opposition au transfert de l'aéroport autour de la région de Notre-Dame-des-Landes. Le NPA quant à lui s'écroule par rapport à 2007.

Reste désormais le second tour pour terrasser la droite et l'extrême droite, il reste aussi plus d'un mois pour aller convaincre de l'utilité de députés issus des organisations du Front de Gauche à l'assemblée nationale. Le bon score du Front de Gauche est un appel d'air, **il doit servir à renforcer la gauche et à porter les projets de transformations nécessaires.** Rien ne saurait s'arrêter à l'aune de ce premier tour.

6 mai : En Loire-Atlantique, le Front de Gauche appelle à voter François Hollande

Après que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle aient été connus, les trois organisations composant le Front de Gauche dans le département ont appelé « **les électeurs à battre la droite et l'extrême droite Sarkozy-Le Pen en se reportant massivement sur le candidat arrivé en tête François Hollande.** ». Le but pour ces trois organisations étant de mettre fin le plus vite possible au quinquennat de Sarkozy, « **terrible pour les salariés et les familles populaires** ».

Ils avertissent toutefois : « **Le prochain président devra entendre ce qu'on exprimé les électeurs du Front de Gauche** », appelant la gauche à ne pas décevoir et à mener une politique à la hauteur des enjeux. Et, pour y parvenir ils notent l'importance de député du Front de Gauche à l'assemblée nationale !



La jeunesse : la moyenne d'âge du premier CDI en France, est de 29 ans. Le taux de chômage chez les 15-24 ans fin 2011 était de 22.4%.

Le pouvoir d'achat ; les minimas sociaux : La France compterait près de 8 millions de pauvres, soit environ 13% de la population (moins de 950 euros par mois). Le nombre d'enfants pauvres en France a dépassé la barre de 1 million. Les prestations familiales sont gelées jusqu'en avril 2012.

La santé : en 2010, 29% de français déclaraient avoir renoncé à se soigner pour des raisons financières.



Le SMIC à 1700 euros brut,
Le retour de la retraite à 60 ans à taux plein pour tous,
L'interdiction des licenciements boursiers,
Une réforme de la fiscalité,
L'abrogation de la loi HPST, dite loi Bachelot,
Le logement social : grande cause nationale,
La création d'un pôle bancaire et financier public,
Le refus de l'accord Sarkozy-Merkel,
La ratification par référendum de tout nouveau traité européen...



La gauche est attendue !

4

Ne rien lâcher

C'est ainsi que les députés communistes, républicains, citoyens et Parti de gauche ont travaillé pendant ce quinquennat. **Sur toutes les questions fondamentales, ils ont été les seuls à se positionner clairement. Ils ont su porter une voix unique** sur le traité de Lisbonne, sur la réforme de la constitution, sur la guerre en Lybie, sur le traité européen instituant le mécanisme européen de stabilité, sur le revenu de solidarité active...

Sur les retraites, leur position a été remarquée tant elle affirmait l'exigence et les moyens d'une retraite à 60 ans, à taux plein, sans rallongement de la durée de cotisation, avec la reconnaissance de la pénibilité. La proposition de loi déposée par le groupe garantissant le financement du droit à la retraite à 60 ans en a été l'écho de cette bataille dans l'hémicycle. Sur la fiscalité, les salaires, le Smic et tant d'autres sujets, ils étaient dans ce qui fonde aujourd'hui le programme « L'humain d'abord ». Ils ont sans relâche défendu l'amélioration des conditions de travail et de rémunération des travailleurs.

De nombreuses questions devront être réabordées après les présidentielles. **En 5 ans, le gouvernement a fragilisé le modèle français.** Les salariés, les classes populaires auront besoin que l'on change les lois, que l'on abroge quantité de textes qui ont brisé ce modèle et la cohésion sociale : la loi Bachelot sur l'hôpital, la loi Boutin sur le logement par exemple.

Comme des millions de familles, ils jugeaient urgente une grande réforme de la dépendance. Le gouvernement a préféré enterrer ce débat, faisant passer la maîtrise des dépenses sociales et finances publiques avant la création d'un véritable droit à la prise en charge de la dépendance par la protection sociale.



« Le peuple combattant, la gauche du courage et de l'engagement sont de retour, et dans leur sillage, l'espoir de changer la vie. »

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, le 22 avril 2012

Du concret pour ne pas décevoir l'espoir !

Une loi cadre pour les jeunes

Après 5 ans de souffrances, et de dégradations permanentes de nos conditions de vies, notamment celle des jeunes, nous nous réjouissons que Sarkozy perde près de 6 % par rapport au premier tour de 2007. Les jeunes communistes, le parti communiste français et le front de gauche dans son ensemble ont été les seules forces à mener une campagne déterminée contre la droite et son extrême pointant du doigt les ravages du capitalisme. Pendant toute la campagne, des milliers de jeunes nous ont déjà rejoints dans la bataille que nous menons autour de la loi cadre pour les jeunes portée par les députés communistes. **Continuons la lutte dans les semaines et mois à venir, pour la concrétisation d'un véritable statut pour les jeunes en formation, la nationalisation des logements étudiants et jeunes travailleurs, le retour au CDI comme norme d'embauche...**

Robin SALECROIX, responsable JC44

Se donner les moyens de résoudre la crise du logement



Le logement est avec l'emploi la préoccupation majeure des Français et 2/3 d'entre eux jugent que les pouvoirs publics n'en font pas assez en la matière. De plus, **le logement social joue un rôle d'amortisseur social de premier plan face à la crise.** Pour preuve, le bilan des 2436 attributions à Nantes Habitat en 2011 : 75% d'entre elles sont au profit des personnes dont leurs ressources sont inférieures à 60% des plafonds, 47 % pour des personnes en dessous du seuil de pauvreté. Pour rendre effectif le droit au logement pour tous, partout et tout au long de la vie, la gauche devra engager une rupture radicale avec les choix du quinquennat qui se termine. **L'investissement public massif pour le logement social doit devenir une priorité.** Face à la crise du logement, l'arrêt des expulsions locatives, la réquisition de logements vacants et le contrôle des prix, la construction massive de logements sociaux et la baisse des loyers du privé, le blocage des loyers du public sont autant de propositions pour répondre à cet enjeu.

Pas sans le mouvement social !

Ce nouveau Président devra entendre les exigences du monde du travail et procéder à une autre redistribution des richesses.

Emploi, salaires, industrie, services publics, protection sociale, retraite, sécurité sociale professionnelle, égalité professionnelle, droits des salariés, ce n'est pas moins de dix exigences que la CGT portent avec les salariés, jeunes, retraités auprès du patronat et des candidats à la présidentielle. Cette élection doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social. Nous attendons un gouvernement qui prenne ses responsabilités aux chantiers navals. L'Etat pouvait pourtant imposer des leviers qui permettent le financement nécessaire à la commande des 2 Wikings. Des milliards de fonds publics ont été utilisés pour sauver les banques, nous voulons que le prochain gouvernement utilise ces fonds publics pour développer la politique industrielle et notamment la filière navale.

Les conditions de travail dans les hôpitaux, les écoles, à l'inspection du travail, à France Telecom, à la poste se sont terriblement dégradées d'où les suicides que nous connaissons aujourd'hui. **Nous disons stop et nous voulons que le gouvernement élu relance l'emploi dans le secteur public** et réfléchisse à de nouveaux services publics tels que l'aide à la personne. **Se soigner, s'éduquer, se cultiver, s'informer doit être accessible à tous. Le service public est le garant de cette égalité d'accès.**

Nous attendons une relance des salaires, des pensions et retraites. La CGT revendique un SMIC à 1700 euros, ce n'est pas une utopie, c'est possible. **Nous attendons aussi que la réforme des retraites soit annulée et le retour de la retraite à 60 ans pour tous, à taux plein.**

La CGT ne lâchera rien et sera au rendez-vous des luttes avec les salariés dès le lendemain des élections pour faire entendre la voix des travailleurs

Marie-Claude Robin



Le 24 avril, se tenait une assemblée des salariés du CHU de Nantes à l'appel de Sud. L'objectif était d'alerter sur l'aggravation des conditions de travail. En effet, l'équilibre financier se fait au détriment des recrutements nécessaires de personnel, alors que l'activité augmente depuis 2007 (+ 15 % en 4 ans). Cela se traduit par une intensification du travail, épuisement physique et moral et des arrêts de travail qui se multiplient. Ceux qui résistent enchaînent les nuits et les week-ends, au détriment de la qualité des soins. Il faut sortir de cette logique comptable qui sacrifie l'humain pour l'équilibre financier. Aussi, le syndicat, en même temps que les embauches nécessaires, revendique l'annulation de la dette de l'Établissement public de soins.

A la suite de l'inauguration du mémorial de l'esclavage à Nantes, un appel Républicain a été lancé. Il rappelle que depuis la proclamation des droits de l'homme en 1789, la France se veut modèle universel de justice et démocratie. La loi Taubira de 2001 permet de qualifier l'esclavage, de crime contre l'humanité. Il reste à extirper de l'oubli et l'occultation, les crimes commis sous la colonisation. Cela est nécessaire pour que les Français issus de l'immigration et des DOM-TOM trouvent leur place dans l'histoire nationale. Le moment est venu pour notre peuple de se voir, se regarder et accepter dans la réalité de sa diversité, pour marquer son unité et son attachement aux valeurs de la république.

Le social au cœur

5

Un 1^{er} mai lucide et combatif

CGT, CFDT, FSU, Solidaires et Unsa l'affirmeront dans leur appel commun : **l'heure est à satisfaire les revendications pour le progrès social.** Dans cette période de crise

en France et en Europe, ils affirment leur volonté de faire du 1^{er} mai 2012, journée de solidarité internationale du monde du travail, une forte journée d'expressions revendicatives pour faire entendre les priorités sociales et les préoccupations des salariés, des demandeurs d'emploi, des jeunes et des retraités, en France et en Europe ; exprimer la défense des droits fondamentaux et des libertés partout dans le monde ; faire reculer la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme.

Dans un contexte où Sarkozy, après Le Pen essayait d'organiser des contre-manifestations « du vrai travail », il était encore plus important d'affirmer ces valeurs. Ainsi, à Nantes, Saint Nazaire, Ancenis, Châteaubriant, les salariés, les retraités, les jeunes, ont clamé ensemble **qu'ils n'accepteront pas que la crise serve de prétexte à remettre en cause nos systèmes sociaux.** Il faut une véritable politique de croissance, prenant en compte les enjeux

écologiques, qui passe par l'amélioration du pouvoir d'achat et la création d'emplois. S'il y a manque de compétitivité des entreprises, elle est notamment due à la rémunération excessive du

capital au détriment de l'investissement dans l'emploi, la formation, la recherche et l'innovation.

Ce 1^{er} mai a fait écho aux revendications portées par les salariés : priorité à l'emploi, en particulier des jeunes, alors que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter depuis de

longs mois et que les restructurations, licenciements et fermetures d'entreprises sont le quotidien de nombreux salariés ; lutte contre la précarité ; promotion des salaires et du pouvoir d'achat ; pour une Europe solidaire affirmant sa dimension sociale, en développant les droits des salariés et des services publics de qualité...

Toutes ces exigences s'adressent bien sûr au patronat, mais aussi au futur Président et gouvernement. **Un 1^{er} mai portant l'espoir de se débarrasser enfin de Sarkozy, et décidé à créer le rapport de forces nécessaire à une vraie politique de gauche.**

Travail : Pas le dimanche !

Fin avril, Cgt, Cfdt, Cgc, Cftc, Fo, Fsu, Solidaires et Unsa ont écrit communément aux organisations patronales Upa, Cgpm et Medef de Loire Atlantique. Ils répondaient ainsi à une « invitation » à venir discuter du travail dominical dans les commerces à l'approche des fêtes de fin d'année à Nantes. **Et bien, pour les 8 syndicats de salariés, c'est NON !** La lettre rappelle les conditions d'emploi dans le commerce, **déjà largement précaires et dégradées : bas salaires, temps partiels imposés, flexibilité horaire, pas de week-end de 2 jours, polyvalence, souffrance au travail...** Le travail dominical accentuerait à l'évidence la dégradation des conditions de vie des salariés, et la tentation serait grande de le banaliser, comme cela existe déjà pour les jours fériés. Les organisations syndicales déclarent au patronat qu'elles connaissent ses arguments sur volontariat et majoration de salaires. Le volontariat n'existe pas en réalité, car le contrat de travail soumet les salariés à une subordination à l'employeur. D'ailleurs, le travail dominical fait partie des conditions préalables à l'embauche partout où cela était au départ « facultatif ». A ce propos, posez donc la question à vos caissières de supermarchés ouverts le dimanche... au départ avec des étudiants. Et pour l'aspect « majoration salariale », l'ensemble des salariés ont en fait besoin d'une revalorisation du pouvoir d'achat ! La clé de la relance de la consommation et de la lutte contre la crise est bien plus là que dans l'ouverture le dimanche !



Pour que vive la Navale

Après la perte par STX de la commande de deux navires Viking, l'avenir paraît sombre. 11 770 jours de chômage technique sont prévus sur avril et mai.

Une fois encore, **ce sont les travailleurs qui servent de variable d'ajustement.** Mercredi 18 avril, les salariés de STX, des filiales et des sous-traitants ont débrayé une heure à l'appel de la Cgt et de FO, et se sont rassemblés devant le chantier pour alerter la presse et l'opinion publique. L'occasion de rappeler l'État à ses responsabilités pour qu'il s'engage dans l'avenir du chantier, y compris en devenant actionnaire majoritaire. Revendiqué également, la création d'une banque publique d'État pour financer l'industrie, et une véritable politique de développement et de diversification. «Seules solutions pour assurer le maintien des emplois de la navale et la pérennité du site», assurent les syndicats.



En bref

Dialogue social : néant.

CFTC, CGT, FA/FPT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA estiment que le dialogue social dans la Fonction publique s'est dégradé. Calendrier contraint qui ne permet plus de mener à bien leur travail, maintien des textes à l'ordre du jour des organismes consultatifs contre leur avis quasi-unanime... Et lorsque le ministre accède à une demande de réunion de concertation réclamée par les représentants des personnels, le texte initial n'est nullement modifié et les souhaits des personnels rejetés en bloc ! Ceci prouve que, quelles que soient les revendications légitimes, le ministre ne veut en aucun cas en discuter. Les 7 syndicats ont donc boycotté la réunion du conseil commun de la Fonction Publique prévue le 11 avril.

Logement trop cher !

Même le medef en fait le constat aujourd'hui : une étude qu'il a commandée au Crédoc montre qu'une entreprise sur 4 signale que les problèmes de logement des salariés compliquent le recrutement, et une sur 5 évoque des freins à la mobilité interne. Cela est à mettre en lien avec la hausse continue des prix de l'immobilier qui fragilise de plus en plus les ménages français. Au total, 40% des établissements sont affectés par les problèmes de logement de leurs salariés...

Sécurité sociale portugaise menacée

Au Portugal, le système de sécurité sociale est actuellement menacé. L'eurodéputée GUE/NGL Inês Zuber craint que l'harmonisation et le livre blanc de la Commission ne mènent à sa privatisation et destruction. «Nous ne soutiendrons pas le concept de privatisation. Nous voulons des systèmes de sécurité sociale publics dont la pierre angulaire est la solidarité».

Aide alimentaire européenne

La présidente du groupe GUE/NGL Gabi Zimmer a rappelé le besoin de montrer aux peuples que l'UE est solidaire des 18 millions de personnes dépendantes de l'aide alimentaire, surtout les travailleurs grecs, espagnols et portugais qui sont les premières victimes de la crise. Patrick Le Hyaric a quant à lui regretté que la Commission n'ait rien proposé de plus spécifique et s'apprête à dégainer le fonds social européen sans l'augmenter. Il a souligné que cela reviendrait à réduire les fonds du programme de 100 millions d'euros par an. «Il faut que la Commission et le Parlement travaillent avec les organisations sociales en Europe pour analyser les véritables besoins et coûts afin que le programme soit vraiment efficace».

Du samedi 28 avril au samedi 20 octobre 2012, la Ville de Nantes, en collaboration avec l'Association régionale de promotion et de diffusion de l'architecture, propose des expéditions urbaines à travers la ville. Histoire, enjeux de développement, nouveaux projets, caractéristiques architecturales sont au programme. Chaque visite est l'occasion d'acquérir des repères et des clés pour mieux comprendre l'évolution de la ville. Durée d'une visite: environ 3 heures, à partir de 9h30.

En fonction du parcours, des architectes, urbanistes, paysagistes, experts, artistes, universitaires, maîtres d'ouvrages publics et privés, interviennent pour faire partager leur expérience et leur connaissance du quartier.

Réservation et inscription obligatoires, par téléphone au +33 2 40 59 04 59. Mail: lardepa@yahoo.fr

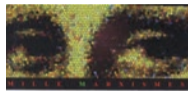


Culture, idées

6

Lire

Marx et l'invention historique



Pour Isabelle Garo, philosophe, on a encore trop tendance à voir en Marx un penseur déterministe, pour qui l'histoire se déduirait et ne serait que la réalisation d'un programme. Plus gravement encore, on lui impute un économisme, qui relierait de façon rigide des strates sociales et qui donnerait à la base économique de cet édifice le pouvoir d'en conditionner de façon unilatérale les étages supérieurs ainsi que les étapes successives. Ces caricatures de Marx traduisent « sur une méconnaissance profonde de son œuvre ainsi que sur l'évolution constante de sa pensée ».

L'objectif est de montrer, « qu'il s'agisse de la notion de classe, de la notion de parti ou de la question du socialisme et du communisme, on rencontre dans son œuvre une attention toute particulière portée aux phénomènes de construction et d'invention historiques, devant parvenir à terme à l'abolition du capitalisme et instaurant entre le présent capitaliste et la perspective communiste, une chaîne d'étapes, non prescrites par avance ». Si les questionnements de Marx furent évidemment distincts des nôtres, « ils n'en demeurent pas moins d'une exceptionnelle actualité, pointant des enjeux et des difficultés dont nous sommes les héritiers directs ».

Par exemple, comme le souligne Isabelle Garo - dans un chapitre intitulé "La Commune de Paris comme invention démocratique" - alors que « nos démocraties contemporaines organisent une abstention populaire massive, croissante, qui vide le mot de son contenu mais masque utilement un fonctionnement oligarchique », Marx « loin de considérer la démocratie parlementaire comme un jeu formel, comme on lui reproche encore, souligne la crainte récurrente de la bourgeoisie à l'égard de ses propres institutions représentatives, exhibant du même coup toute la complexité politique de leur nature, à la fois délégataire et expressive, démocratiquement endormie, mais toujours susceptible d'être réveillée et dès lors transformée et transformatrice, voire élément constitutif d'une stratégie révolutionnaire ».

Ainsi, comme on l'entend trop dire aujourd'hui, « ce n'est nullement le projet de la dilution du politique dans le social qui est portée par Marx, mais celui de leur ré-articulation révolutionnaire ». D'où il convient de considérer que « la démocratie est à la fois le nom d'une conquête qui reste intégralement à faire et le moyen toujours déjà à portée de main d'entrer dans cette spirale positive, d'en enclencher la dynamique d'émancipation ».

Actuel, non ?

Isabelle Garo, Marx et l'invention historique, Coll. Mille Marxismes, Ed. Syllepse, 2012, 188 p., 10€.

Nouvelle géographie sociale et électorale des classes populaires

Pourquoi cet état de sidération provoqué à gauche par ce retour des classes populaires ? Pour le géographe Christophe Guilluy, c'est l'implosion de la classe moyenne qui rend de nouveau visibles les catégories populaires.

● La France périphérique

Pourtant, les catégories populaires, qui représentent pourtant une majorité des actifs mais aussi des retraités, restent négligées au profit de nouvelles cibles électorales, "les jeunes", "les minorités", "les diplômés". Un électorat structurellement minoritaire, qui est celui des grandes métropoles mondialisées. La nouvelle géographie sociale nous enseigne ainsi que la gauche est forte là où le peuple est faible.

Les catégories populaires ne vivent plus dans les métropoles mais de "l'autre côté de la banlieue", dans les espaces périurbains, ruraux et industriels. C'est dans cette "France périphérique" qu'émergent de nouvelles classes populaires liées, non par une conscience de classe, mais par une même perception de l'insécurité sociale et culturelle engendrée par la mondialisation. C'est dans cette "France périphérique", à l'écart des métropoles, que se joue, l'élection de 2012, comme en 2007.

● Effets de la "métropolisation"

La métropolisation, inscription territoriale de la mondialisation, est définie par l'INSEE comme la spécialisation des grandes villes vers des "activités à fort potentiel de développement économique et à contenu décisionnel élevé". À Lyon, Lille, Bordeaux et Nantes les "emplois métropolitains" sont liés à la fonction inter-entreprise, à la logistique et aux transports. Le développement d'un marché de l'emploi très qualifié attire mécaniquement les cadres et professions intellectuelles supérieures qui investissent fortement l'ensemble du parc de logements de ces grandes villes, y compris dans les anciens quartiers populaires. Ce processus de "gentrification" est

à l'origine d'une forte augmentation des prix de l'immobilier.

Les catégories populaires doivent désormais vivre à l'écart des lieux où se concentre l'essentiel du pouvoir économique, politique et culturel. Souvent présentée comme dépeuplée et vieillissante, cette "France périphérique", située à l'écart du développement

métropolitain, rassemble en réalité l'essentiel de la population. Aujourd'hui, moins d'un Français sur quatre vit dans une ville centre et les trente premières agglomérations ne concentrent que 35% de la population. La jeunesse rurale et périurbaine, pour l'essentiel issue des milieux populaires, représente près d'un tiers de la jeunesse. Par comparaison, moins de 10% de la jeunesse vit dans les "quartiers sensibles".

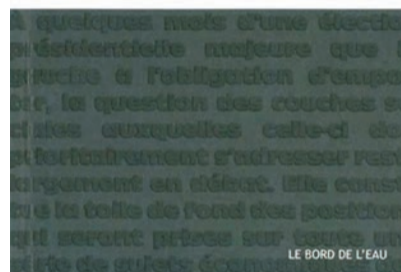
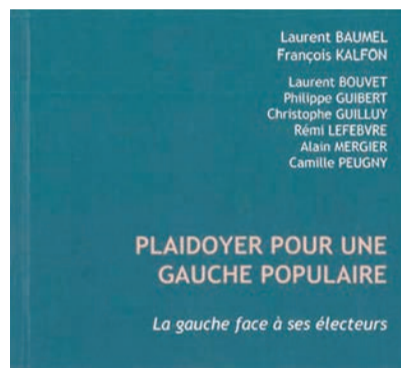
● Un "séparatisme d'en bas"

L'absence de réflexion à gauche sur ces questions, et pire, les postures morales qui consistent à confondre les réactions à une insécurité culturelle avec une poussée irrationnelle de xénophobie est d'autant plus insupportable que les classes populaires ont parfaitement compris qu'en matière de "mixité" et de multiculturalisme, les croyants sont rarement les pratiquants.

Pour l'essentiel, ces catégories restent majoritairement attachées à un État protecteur, aux services publics ou au principe d'égalité ce qui n'indique pas un basculement "à droite". Le FN ne capte qu'une part minoritaire des Français qui ne se reconnaissent plus ni à gauche ni à droite. Ce scepticisme est la conséquence de l'incapacité pour les grands partis de prendre en charge les conséquences sociales et culturelles d'une mondialisation qu'ils continuent à juger "heureuse".

Plutôt que de faire peur avec la montée du "populisme" ou la droitisation des opinions, il serait temps de prendre conscience qu'il existe un espace considérable pour répondre à la demande de protection des classes populaires.

C.Guilluy, "Les classes populaires au cœur d'une nouvelle géographie sociale", In : **Plaidoyer pour une gauche populaire, la gauche face à ses électeurs**, Ed. Le Bord de l'eau, 2011, 10€



Comment les sondages influencent-ils les électeurs !

Selon Alain Garrigou, directeur de l'Observatoire des sondages, depuis 1936 aux États Unis et 1965 en France, l'élection présidentielle est l'étalon de fiabilité des sondages. Les succès sont comptabilisés et les échecs oubliés. On se demande alors si les sondages se sont trompés.

Qu'en est-il pour le 1er tour de 2012 ? Le premier critère est celui de l'ordre d'arrivée. Or, il est conforme aux pronostics. Sans sondages, qu'en saurions-nous ? Au regard de quelques erreurs majeures (en 1995) et peut-être graves (en 2002), on peut plutôt se demander à quoi sert-il de savoir avant les résultats.

Sur les scores des candidats, la réussite est moins assurée. Au-delà des deux premiers, le problème était surtout celui des candidats sans offre équivalente en 2007. Fallait-il "redresser" le résultat de Marine Le Pen autant que celui de son père ? Bien entendu non. Quant à Jean-Luc Mélenchon, outre la progression inédite accordée par les sondages, elle s'est avérée à la fois juste mais excessive, le faisant passer de moins de 5 % à plus de 15 % à son maximum. Demandant à la commission des sondages quelles



étaient les clés de son "redressement", il n'a d'ailleurs pas obtenu de réponse.

Faut-il donc croire les sondages ? Comme on croit à quelque chose qui change les faits. Devenant un instrument banalisé du choix électoral, il est fatal qu'ils interviennent de plus en plus dans le choix. Les électeurs conçoivent d'autant moins un choix de conviction qu'ils sont systématiquement conditionnés par les chiffres qui leur annoncent un ordre d'arrivée et les incitent à devenir calculateurs, à moins ajuster leur vote à leur préférence qu'en fonction de la probabilité de la victoire. C'est le ressort du vote utile.

On a vu dans cette campagne électorale tout le monde prendre acte de ce que la représentation de la réalité déterminait la réalité, ou encore de ce que les sondages servaient moins à dépendre un moment précis de la réalité, que de moyen pour imposer un rapport de forces. Simplement, il ne faut alors pas demander aux sondages d'être exacts, quand ils contribuent à changer les scores.

Alain Garrigou, "Les secrets de l'isolement", Le Bord de l'eau, 75 p., 8€.

223,2 millions. C'est le montant destiné aux personnes âgées qui n'a pas été dépensé en 2011. C'est ce qu'a reconnu la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) le 17 avril lors de la clôture de son budget 2011 exécuté à hauteur de 19 milliards d'euros en 2011. Le ministère des Solidarités a admis l'existence de cet excédent dans les caisses de la CNSA en l'expliquant par des "retards dans l'installation de places nouvelles d'accueil". Six fédérations du secteur des personnes âgées avaient accusé le 13 avril dernier le gouvernement de ne pas dépenser tous les crédits alloués à la prise en charge des personnes âgées, une polémique récurrente depuis plusieurs années.

"Les collectivités locales à la merci de la finance". Cette phrase est tirée d'un article de l'Humanité. En effet, un comité de pilotage représentant les principales associations d'élus s'est réuni pour désigner la ou les banques qui piloteront une émission obligataire groupée qui pourrait concerner quelque 70 villes, intercommunalités, départements et régions. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de crise des finances publiques locales. Dans son édition du 19 avril l'Humanité analyse ce mouvement. "les collectivités locales seront elles demain obligées, pour financer leurs investissements publics, de se jeter dans la fosse aux lions des marchés financiers avec tous les risques que cela comporte pour leurs finances, donc pour les populations ?."

Au cœur des collectivités

7

Raymond Lannuzel

Vice-Président de Nantes Métropole

Nantes Métropole récompensée pour ses transports accessibles.

La communauté urbaine de Nantes s'est doté dans le cadre de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances [...] et la citoyenneté des personnes handicapées d'une commission intercommunale pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Celle-ci a été créée en 2006 au sein de Nantes Métropole. Composée de 27 membres représentant les élus, les associations et les usagers, elle travaille à l'amélioration de l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et est un outil pour faire progresser l'accessibilité aux transports notamment. C'est ainsi que dans le cadre de son « baromètre annuel » l'association des paralysés de France (APF), et la délégation départementale de l'APF ont remis à Nantes Métropole et à la SEMITAN un trophée début février pour saluer le niveau d'effort et d'accessibilité des transports en commun. L'association a procédé à son enquête en adressant un questionnaire à 96 communes en France qui a permis de mesurer le cadre de vie, l'accessibilité des infrastructures municipales et la politique municipale menée en matière de handicap et d'accessibilité. Cette 3ème édition met en évidence une légère amélioration de l'état d'accessibilité des communes de France. Si Nantes, reste première du baromètre, la plupart des villes progressent et ont également investi dans ce domaine. Pour les résultats nationaux, parmi les points positifs, demeurent en premier lieu l'accessibilité aux commerces et services : centres commerciaux, magasins de proximité, bureaux de Poste, cinémas, établissements sportifs, etc. De nombreux efforts d'aménagements ont été engagés par les municipalités et les acteurs du privé. C'est en parallèle de cette remise de prix où était présent Raymond Lannuzel que s'était également tenu une série d'animations place du commerce avec la présentation notamment du bus proxitan, service de transport à mobilité réduite indispensable pour le quotidien de nombre de nantais. En effet, le service proxitan créé en 1979 permet un



déplacement de porte à porte sur l'ensemble de l'agglomération pour les personnes titulaires d'une carte d'invalidité. Ce prix a récompensé l'effort de Nantes métropole qui est retranscrit dans la réalité par quelques indications chiffrées importantes telles que sur le réseau, près de 57 % des arrêts sont désormais accessibles, d'ici à 2015 l'objectif serait d'atteindre les 90 %. Pour les véhicules 90% sont aujourd'hui accessibles, notamment les 79 tramways et 20 busways. Sur les 379 bus, 365 sont accessibles ainsi que les deux navibus. **Grâce à la commission intercommunale ainsi qu'à une redéfinition globale de l'offre de service proposée en prenant en compte l'ensemble des éléments, tels le quai, l'arrêt, la station, allié à une politique publique soutenue en ce domaine l'amélioration concrète de l'accessibilité à nos transports devient une réalité.** En ce domaine les élus communistes ont toujours rappelé leur attachement et leur volonté de voir se construire une ville accessible à tous, sans discrimination et permettre ainsi au plus grand nombre de profiter de notre agglomération

St Joachim

Pour un développement cohérent du territoire



Lors du conseil municipal de février dernier, les élus communistes et républicains de St Joachim ont abordé la question de l'urbanisme et de la gestion cohérente et harmonieuse du territoire communal. Réagissant à la décision de la mise en vente de l'ancienne école

Fédru, ceux-ci ont déclaré : « Une politique de l'urbanisme, c'est une vision du territoire, c'est privilégier ses atouts, c'est respecter les équilibres entre zones, c'est donner du sens à long terme au développement de notre ville. Mais ça n'est surtout pas liquider des politiques publiques au prétexte qu'elles étaient engagées par la majorité du mandat précédent ». Le groupe communiste a pu prolonger son intervention en rappelant les différents objectifs du plan d'occupation des sols de 1995 et du futur Plan Local d'urbanisme co-élaboré avec l'ensemble des collectivités. Ceux-ci définissant clairement les enjeux du développement notamment à l'Est du Marais qui souffre d'un manque d'attractivité. « La définition des zones d'occupation précises ne doit rien au hasard. Elle cadre avec une réalité territoriale et des objectifs partagés » notent les élus. C'est dans ce contexte que l'école Fédru avec le parc régional de Brière et la maison de la mariées apparaît pour les communistes de St Joachim être un atout pour conforter la commune en véritable pôle patrimonial et culturel qui marquerait à long terme son image.

Carene

Suppression de la Taxe Professionnelle

Lors du vote du Budget de la Carène, les élus communistes ont souligné l'impact négatif de la suppression de la TP sur les finances de la communauté d'agglomération. En 2009, les 19 plus grandes entreprises du secteur cotisaient à hauteur de 40,7 Millions d'€, en 2012, avec la Réforme Sarkozy, elles verseront 11,1 millions d'€ soit une diminution de 30,6 millions d'€ au total. **Exemple emblématique de ce nouveau « cadeau » la raffinerie Total de Donges voit sa contribution passer de 11,5 millions à 2,6 millions soit une diminution de 8,9 millions d'€.** Alors que le groupe Total a annoncé des profits de 11 Milliards d'€ en 2011.



L'occasion pour Hubert Delahaie, Président du groupe des élus communistes de s'interroger « Mais à quoi sert cet argent ? A investir dans notre industrie ? Mais la France subit une désindustrialisation massive qui prive le pays de millions d'emplois. A investir dans la Recherche et le Développement ? Mais on constate que ce sont les Collectivités qui sont sollicitées et qui font des efforts importants dans ce secteur ! A développer la formation des salariés ? Mais c'est la Région qui joue le rôle le plus important dans ce domaine et que l'on prive de ressources avec la suppression de la TP ! A augmenter les salaires ? Mais il n'y a jamais eu autant de travailleurs pauvres et les salariés ne récoltent que des miettes depuis des années ! » Avec la suppression de la TP emblématique d'un quinquennat au service des riches nous voyons donc que cet argent va quelque part : il sert à engraisser les actionnaires et les profits des banques !

Près de vous

Vertou : Maison de la Sécurité sociale

Lors du dernier conseil municipal, Michel Gouty, élu communiste de Vertou a souhaité présenter un vœu concernant la situation de la maison de la sécurité sociale. Le Maire a alors refusé toute intervention de l' élu. Pour M. Gouty « La raison est essentiellement politique, car M le Maire n'a pas voulu être amené à condamner une décision de la CPAM, qui est la conséquence de la politique gouvernementale de droite qu'il approuve. En effet, il n'y a eu aucune condamnation sur le fond de la décision de réduire ce service public de proximité qui risque de disparaître rapidement. Déjà en 2008, au moment de la réduction de 5 à 2 jours, la municipalité a eu la même réaction et cela n'a pas empêché la CPAM de continuer à réduire les jours d'ouverture et sans aucune concertation de surcroît. Bien au contraire, les élus, en votant le vœu condamnant fermement cette décision, auraient envoyé un signe fort en direction de la CPAM et exprimé un acte de solidarité envers les nombreux usagers, victimes de cette dégradation de l'offre de service public et qui se battent, résistent, en signant la pétition que j'ai initiée. M le Maire et Mme Caillé ont choisi la résignation et l'accompagnement d'une décision lourde de conséquence pour l'avenir de la maison de la sécurité sociale à Vertou. **ADECR 44 : Battre la droite en votant F. Hollande**

L'association départementale des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique se félicite du bon résultat obtenu par le candidat du front de gauche, Jean-Luc Mélenchon qu'elle a soutenu au 1er tour de la présidentielle.

Ce résultat permet à l'ensemble de la gauche de pouvoir prétendre à une victoire le 6 mai prochain pour redonner l'avantage au peuple. Certes, rien n'est joué, il faut mobiliser le plus grand nombre de nos concitoyennes et concitoyens pour rendre concrètes les exigences de changement. **Dans ce sens l'association des élus communistes et républicains appelle les électeurs à battre la droite et l'extrême droite Sarkozy-Le Pen en votant massivement pour François Hollande.** Le 6 mai, nous voulons mettre le président sortant au plus bas niveau pour tourner la page de ce quinquennat terrible pour les salariés, les familles populaires et les collectivités.

Financement des collectivités locales

L'Association des Maires de Grandes Villes de France regrette les conditions d'attribution des prêts sur fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts (CDC) destinés aux collectivités locales pour leurs besoins de financement 2012, dans un contexte de raréfaction du crédit. L'AMGVF déplore la décision du Trésor de tarifier les prêts à un prix excessif. Pour l'AMGVF ces conditions sont trop onéreuses et bien supérieures à celles de l'enveloppe de la CDC. L'Association s'étonne que les promoteurs privés engagés dans la réalisation de logements intermédiaires bénéficient, eux, d'un taux moins élevé. Plus d'infos sur elu-net.fr.

Ouvrons-là

SARKOZY-LE PEN DEHORS !
Par le Mouvement Jeunes Communistes



Alors que celui qui a gouverné pendant 5 ans avec tant de mépris, tant de violences et tant de zèle pour répondre aux exigences des marchés financiers et du Medef, peut désormais être battu, nous allons redoubler d'effort pour arracher cette page sordide de notre histoire. Le PCF, le Front de gauche et les jeunes communistes ont été les seules forces à mener une campagne déterminée contre la droite et son extrême. Pour cela, il nous faut d'abord nous débarrasser définitivement de Sarkozy. C'est pourquoi le Mouvement Jeunes Communistes de France, appelle sans détour à voter massivement pour François Hollande le 6 mai prochain. Les jeunes communistes appellent maintenant l'ensemble des jeunes à nous rejoindre dans ce combat. Pendant toute la campagne, des milliers d'entre eux nous ont déjà rejoints dans la bataille que nous menons autour de la loi cadre pour les jeunes portée par les députés communistes. L'irruption de milliers de jeunes qui ont commencé à enrichir cette loi, est la meilleure garantie pour changer nos vies, pour en finir avec la précarité, pour en finir avec 30 années qui ont abouti à enfermer notre génération dans le chômage au nom des profits. C'est la meilleure garantie pour la simple et bonne raison que l'humain d'abord est la fois notre objectif comme notre méthode. C'est la meilleure des garanties car avec cette campagne, ce sont les jeunes eux mêmes qui décident des choix qui les concernent. En élisant un maximum de députés communistes et du FDG demain à l'assemblée nationale, c'est la garantie que ce soit le peuple, les jeunes qui reprennent le pouvoir pour de nouvelles conquêtes. Une page nouvelle peut s'ouvrir pour notre avenir, pour cela, il faut le débarrasser de Le Pen et Sarkozy.

Mouvement Jeunes Communistes



www.jeunes-communistes.org

L'activité

Meeting départemental du Front de gauche

Mener la campagne des présidentielles jusqu'au dernier jour, aller convaincre nos concitoyen(ne)s de l'importance du vote pour le candidat commun du Front de gauche Jean-Luc MELENCHON jusqu'au dernier moment, proposer une alternative politique privilégiant la satisfaction des besoins humains et sociaux plutôt que l'accumulation de capital, les forces du Front de gauche se sont battues jusqu'au bout. Pour conclure la belle et grande campagne des présidentielles menée dans le département, rendez-vous avait été donné à St-Herblain, le 20 avril, pour un meeting départemental de soutien à Jean-Luc Mélenchon avec la présence de personnalités nationales, Christian PICQUET pour la Gauche Unitaire, Patrice BESSAC pour le Parti communiste français et Laurence SAUVAGE pour le Parti de gauche. Devant 800 personnes, dans une ambiance festive et musicale rythmée par la fanfare cubaine FUENTE SELIZ et le concert rock des CASH STEVENS, les candidat(e)s aux élections législatives, les orateurs, des élu(e)s et des responsables politiques ont donné de la voix pour cette dernière grande initiative avant le premier tour du 22 avril. Les militant(e)s qui tout au long de la journée auront préparé le meeting et contribué à la réussite de cette soirée de rassemblement sont à remercier, particulièrement les militant(e)s communistes qui sont venus nombreux. Les campagnes 2012 continuent, avant le 6 mai pour battre Sarkozy et pour les élections législatives de juin où nous voulons faire grandir notre influence et peser encore plus fort dans la vie politique.



Fête des Nouvelles

La Fête des Nouvelles

Les vignettes pour la Fête des Nouvelles qui se déroulera les 26 et 27 mai sont arrivées dans les sections. Elles sont disponibles au prix de 10 euros (gratuite pour les moins de 15 ans) en vente militante et de 12 euros durant les jours de la fête. La bataille pour la vignette peut commencer, elle est un moyen de populariser l'événement, d'inscrire des participant(e)s et de se donner les moyens financiers pour réussir la fête départementale du PCF.

Au programme

Meeting avec

Pierre LAURENT
(Secrétaire national du PCF)

Débats sur les législatives 2012, sur l'Europe et sur l'éducation.

Spectacles concerts avec **ES LO QUE HAY, Didier VAMPAS** et **Y EN A MARRE**.

Hommage à **Louis ARAGON**

Animations dans les stands
Divertissements pour les enfants...



L'agenda

Section Loire et Sèvre

Judi 3 mai : Réunion du collectif de campagne de la 10ème circonscription à 19H00 espace beaoutour à Vertou.

Elections présidentielles

Dimanche 6 mai : 2^{ème} tour des élections présidentielles.

Agenda

Nous voulons une tombe pour nos disparus

Depuis le coup d'Etat militaire de 1980 en Turquie, 17 000 personnes sont portées disparues. Il s'agit d'opposants politiques turcs et kurdes. 650 000 arrestations ont eu lieu, 1349 personnes sont mortes sous la torture, 100 personnes sont mortes dans les commissariats dans des circonstances inconnues, 210 000 dossiers sont devant le tribunal militaire spécial.

Ces chiffres sont éloquentes et les autorités d'Ankara ne donnent aucune réponse aux questions posées par les associations défendant les droits de l'Homme même si depuis quelques temps le gouvernement turc daigne leur donner quelques informations afin de soulager l'opinion publique.

Devant le silence de l'Etat, les mères, les proches des disparus soutenus par les humanitaires et les démocrates se rassemblent tous les samedis devant le lycée francophone de Galatasaray d'Istanbul pour réclamer leurs disparus afin de leur donner une sépulture décente.

L'association « Les amis du collectif en soutien aux Mères du samedi et contre les crimes d'honneur en Turquie » organisent des rassemblements de soutien :

tous les premiers samedi du mois

À 14H00

Place Royale à Nantes



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: Publihebdos Locminé
Responsable de la rédaction:
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



Fédération

Mardi 15 mai : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Section de St Nazaire

Mercredi 16 mai : Assemblée générale des communistes de St Nazaire à 18H30 à l'agora 1901.